

Appel à communications
Journée doctorale du RT9-AFS

**« Normes et usages de la ville :
Quand les pratiques sociales interrogent les modalités de production urbaine »**

16 février 2018
Ecole d'Architecture Paris Val de Seine

Réseau Thématique 9 de l'Association Française de Sociologie
Sociologie de l'urbain et des territoires

Argumentaire

Cette journée est ouverte à toutes et tous les doctorant-e-s – et les docteur.e.s – intéressé-e-s par les dimensions territoriales et urbaines des études sociologiques, quel que soit leur objet de recherche et l'état d'avancement de leur thèse. Elle est organisée par le bureau des doctorants et docteurs du Réseau Thématique « Sociologie de l'urbain et des territoires » (RT9) de l'Association Française de Sociologie. Le RT9 constitue un espace d'échanges, de travail et de débats sur l'ensemble des questions mettant en jeu la dimension spatiale des rapports sociaux. Il se propose de faire connaître les recherches conduites en France dans ce domaine et d'offrir une plateforme de soutien aux doctorant-e-s dans la construction de leurs réseaux de recherche. Dans cette optique, sept journées d'étude ont été organisées depuis décembre 2010 par des doctorant-e-s du RT9 durant lesquelles leurs participant-e-s ont pu présenter leur travail et leurs questionnements à d'autres doctorant-e-s, ainsi qu'à des chercheur-se-s confirmé-e-s.

Cet appel à communication est loin d'épouser toutes les thématiques qui peuvent être abordées lors de cette journée d'étude. Des propositions portant sur d'autres thématiques peuvent être soumises.

Appel à communications

Les acteurs en charge de la production et de l'organisation de la ville vont attribuer des usages aux différents espaces et dispositifs, et leur associer des normes qu'ils tenteront de faire respecter. Cependant, ces usages planifiés et prescrits peuvent être remis en cause, de manière consciente ou non, par les pratiques des citoyens, des usagers et des habitants, et parfois faire l'objet de conflits, de contestations ou de négociations. En observant les usages de l'espace urbain au plus près des pratiques des acteurs, on relève des formes d'appropriation, de contournement ou de résistance à ces usages prescrits. Par exemple, certaines pratiques d'appropriation ou d'adaptation peuvent dépasser la catégorisation institutionnelle de la ville comme découpage administratif d'espaces dotés d'une propriété et dédiés à une fonction définie dans l'organisation urbaine. Quel sens donner à ces écarts ? S'agit-il de déviance, de transgression, d'adaptation ou du résultat de négociations ? Dans cette perspective, en quoi les normes confrontées aux usages permettent d'interroger les modalités de production urbaine ?

Cette journée doctorale a pour objectif de mettre en perspective les usages attendus de la conception des formes spatiales au regard des usages effectifs des citoyens et des habitants et de leurs pratiques observées sur le terrain. Il s'agit également d'interroger les notions de normes et de déviance au regard des catégories produites par les acteurs qui conçoivent l'organisation de la ville. En quoi et comment certaines pratiques jugées déviantes interrogent les cadres de l'action publique et interpellent les politiques publiques et les différents acteurs de la fabrique urbaine (concepteurs, gestionnaires, urbanistes) ? En retour, comment ceux-ci cherchent-ils à les réprimer, à les réguler ou à adapter les espaces aux usages perçus comme déviants ? Quel impact ces usages informels produisent-ils sur la constitution, l'adaptation et la diffusion des normes de la production urbaine par ces acteurs ?

Les communications pourront ainsi s'attacher tant aux usages, aux acteurs, aux conflits qu'aux normes qui régissent quatre aspects centraux de la production de la ville : la régulation des espaces publics, les politiques de mobilité, les pratiques d'appropriation et d'habitat informel et les pratiques énergétiques.

Axe 1 – Espaces publics

Les espaces publics présentent une diversité de formes et d'environnements qui peuvent être étudiés sous différents aspects : politique, social, architectural, urbanistique (G. Chelkoff, J.-P. Thibaud, 1992/1993 : 6-15). Mais comment se construit l'espace public ? Quels acteurs participent à sa production ? Quels individus et groupes sociaux s'y croisent, s'y rencontrent ? Quelles sont les interactions entre ces acteurs et le pouvoir politique qui organise la ville ?

L'espace public est devenu une catégorie à part de l'action publique qui y voit une opportunité non seulement pour redéfinir les images des espaces ciblés mais aussi (voire surtout) encadrer les pratiques sociales afin de les conformer aux modèles culturels pensés comme légitimes. Cependant, il est aussi le théâtre de négociations, de mobilisations, voire de contestations de la part des populations et groupes visés.

Aussi, quels sont ces nouveaux modèles de production d'espaces publics et comment les usages se les approprient-ils ? On pourra notamment se demander ce qui se joue dans la coproduction des normes d'usage. Comment sont-elles négociées ou imposées à la fois par les pouvoirs publics et les utilisateurs des espaces publics ? Et quels types d'interactions peut-on y observer ?

Axe 2 – Transport

La mobilité tend aujourd'hui à être définie comme un vecteur d'émancipation, de liberté et d'intégration socioprofessionnelle. Cette injonction à la mobilité s'exprime par l'intermédiaire de différents acteurs de la ville qui redéfinissent les usages et les fonctions des territoires (Le Breton, 2005 ; Bacqué et Fol, 2007).

Les politiques publiques, à différentes échelles, redéfinissent en effet les normes de déplacement. Emerge alors un vocabulaire multiple, allant de l'écomobilité ou encore de la multimodalité aux déplacements doux, pouvant s'exprimer tant au sein de documents juridiques que dans les discours issus de la société civile. Certaines pratiques de déplacement sont valorisées et promues par les acteurs de la fabrique urbaine. Les orientations données par l'action publique peuvent être sources de débat et de contestation comme l'illustrent les tensions inhérentes à la diminution de la place de

la voiture en ville. Nous pouvons relever au moins trois niveaux d'analyse : 1/ la discussion autour des normes entre acteurs de la production spatiale ; 2/ les effets des formes spatiales, ici de la mobilité, sur les usages ; 3/ les effets des injonctions normatives (diffusées par les prescripteurs, reprises par les médias) sur les usages de mobilité.

Cet axe, qui se focalise sur les pratiques de mobilité, tant celles valorisées au regard de prescriptions environnementales que celles justifiées par des arguments économiques, invite à s'intéresser à l'émission et à la diffusion de ces normes, mais aussi à leur réception. Un intérêt particulier sera porté aux stratégies des acteurs mises en place en réponse à la diffusion de ces normes.

Axe 3 – Pratiques d'appropriation et habitat informel

Les acteurs en charge de la production et de l'organisation de la ville attribuent des usages aux différents espaces urbains et leur associent des normes qu'ils tentent de faire respecter en lien avec des justifications d'ordre légal, fonctionnel ou esthétique. Ces objectifs de normalisation autour des usages planifiés et prescrits peuvent cependant être remis en cause par les pratiques des habitants et faire l'objet de conflits ou de contestations (Legros, Vitale, 2011).

Cet axe s'intéresse particulièrement aux pratiques d'occupation des espaces inutilisés ou en attente d'un usage formel, mais aussi informel, dans la ville et aux manières dont les acteurs vont se les approprier en vue d'en faire un lieu habitable et habité. On pense ici notamment aux expériences d'habitat informel comme les bidonvilles, les squats (Bouillon, 2009 ; Aguilera, 2012) et les autres lieux appropriés et habités par les personnes vivant dans la rue. Si au regard de la loi les habitants de ces lieux sont perçus comme des occupants sans droit ni titre, l'observation de leurs pratiques quotidiennes permet de remettre en cause la lecture en termes de légalité et de propriété pour s'intéresser aux usages de la ville et aux arts de faire (De Certeau, 1990) mobilisés dans l'appropriation de l'espace urbain. Ces pratiques d'appropriation peuvent être décrites comme des stratégies d'adaptation, d'aménagement (Benarrosh-Orsoni, 2009) ou de résistance (Rosa, 2016 ; Erdi Lelandais, Florin, 2016).

En mobilisant des enquêtes ethnographiques qui mettent en dialogue la perspective des habitants et celle des pouvoirs publics, on pourra notamment se demander en quoi ces formes d'occupation mettent en concurrence les différents usages du territoire de la ville. Quels types de réactions suscitent-elles de la part des pouvoirs publics ou du voisinage ? Quelles formes de conflits ou d'arrangements se font jour autour de la redéfinition et de la contestation des normes de production de la ville ?

Axe 4 – Pratiques énergétiques

Des politiques publiques injonctives se développent également dans le domaine de l'énergie domestique. Face aux enjeux de "transition énergétique" et l'émergence du développement durable (Dobré, 2002), les pouvoirs publics mettent en place des politiques afin d'enrayer les pratiques de consommation considérées comme néfastes pour l'intérêt général, dont l'Etat se porte garant. De nouvelles normes émergent, définissant ainsi les "bons" et les "mauvais" comportements (Beslay, Brisepierre, Fouquet et Vaucher, 2013). Une communication, notamment institutionnelle, s'invite alors dans les pratiques des ménages au sein même de leur domicile, cherchant à gouverner les conduites et faire changer les comportements (Dubuisson-Quellier, 2016).

Cette remise en cause des règles du jeu se traduit par la mise en place de différentes stratégies de la part des ménages allant de l'appropriation à la résistance au changement (Clochard et Desjeux, 2013).

Cet axe accueillera des communications traitant des pratiques de consommation d'énergie dans le logement, de la définition de normes liées au confort, mais également des acteurs en jeu dans le domaine de la transition énergétique.

Format des rencontres

Cette journée d'étude du RT9 se déroulera sur une seule journée autour de plusieurs interventions thématiques sélectionnées par le comité scientifique. Cette rencontre est une opportunité tant pour présenter l'avancement de travaux de recherche qu'exposer des résultats. La journée d'étude est donc ouverte aux doctorants – et aux docteur-e-s –, quel que soit leur niveau d'avancement.

Informations pratiques

Date : 16 février 2018

Lieu : Ecole d'Architecture Paris Val de Seine

Modalités de propositions

Les propositions de communication comprendront :

- Un résumé de 3 500 signes (maximum, espaces compris) précisant le terrain d'enquête et la méthode utilisée, ainsi que la problématique et l'approche théorique.
- L'inscription de la présentation dans un des axes thématiques.
- La précision d'information concernant les auteurs : nom, coordonnées complètes et affiliation institutionnelle.

Elles seront transmises par courriel au plus tard le 30 novembre à midi à l'adresse suivante : atelierdoctorantsrt9@gmail.com

Calendrier

Lancement de l'appel à communication : 16 octobre 2017

Date limite de soumission des contributions : 30 novembre 2017

Réponse du comité scientifique et sélection des communications retenues : 15 décembre 2017

Envoi des résumés (entre 15 000 et 20 000 signes) : 2 février 2018

Journée doctorale RT9 : 16 février 2018

Membres du comité d'organisation

Fanny Delaunay, Université Paris Est, LATTTS

Coralie Robert, Université Paris Nanterre, CRH/ LAVUE

Céline Véniat, EHESS, CEMS-IMM

Pierre-Olivier Weiss, Aix-Marseille Université / LAMES

Membres du Bureau du RT9

Lydie Launay, Institut National Universitaire Champollion / LISST (responsable du RT9)

Vincent Baggioni, Université Aix-Marseille / LAMES

François Cusin, Université Paris Dauphine / IRISSO
Eléonora Elguezabal, INRA / CESAER
Camille François, Université Paris 8 / CRESPPA
Rémi Habouzit, Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines / PRINTEMPS
Anne Lambert, INED / Centre Maurice Halbwachs
Clément Rivière, Université de Lille / CERIES

Comité scientifique

Thomas Aguilera, Institut d'Etudes Politiques de Rennes
Vincent Baggioni, Université Aix-Marseille / LAMES
Jérôme Boissonade, Université du Littoral / LAVUE
Franck Dorso, Université Paris Est Créteil / Lab'Urba / Ecole d'Urbanisme de Paris
Gülçin Erdi Lelandais, CNRS CITERES
Yankel Fijalkow, ENSA Paris Val de Seine / LAVUE-CRH
Olivier Gaudin, EHESS-CEMS / ENP Blois
Carole Gayet-Viaud, CNRS-CESDIP / EHESS-CEMS
Lydie Launay, Institut National Universitaire Champollion / LISST
Khedidja Mamou, ENSA Montpellier / LAVUE-CRH
Tommaso Vitale, Sciences Po / Centre d'Etudes Européennes

Bibliographie indicative

Aguilera T., « Gouverner les illégalismes. Les politiques urbaines face aux squats à Paris », *Gouvernement et action publique*, n° 3, 2012, pp. 101-124.

Bacqué M.L., Fol S., « L'inégalité face à la mobilité : du constat à l'injonction. », *Revue suisse de sociologie*, n°33 (1), 2007, pp.89-104.

Benarrosh-Orsoni N., « L'aménagement de la précarité. Pratiques d'habitat collectif chez des Roms roumains à Montreuil », *Etudes Tsiganes*, n° 38, 2009, pp. 178-189.

Bouillon F., *Les mondes du squat. Anthropologie d'un habitat précaire*, Paris, PUF, 2009.

Beslay C., Brisepierre G., Fouquet J.-P., Vacher T., « L'efficacité comportementale du suivi des consommations en matière d'économie d'énergie dépend des innovations sociales qui l'accompagnent », Synthèse de l'étude sociologique ADEME-GrDF, 2013.

Chapoulié J.-M., *La tradition sociologique de Chicago 1892-1961*, Paris, Le Seuil, 2001.

Chelkoff G., Thibaud J.-P., « L'espace public, modes sensibles. Regard sur la ville » in *Les annales de la recherche urbaine*, n°57-58, décembre 1992 - mars 1993, p. 6-15.

Clochard F. et Desjeux D., éd. 2013. *Le consommateur stratège*. Paris, France, l'Harmattan, DL, 2013.

De Certeau M., *L'invention du quotidien. Arts de faire*, Paris, Gallimard, 1990.

Devisme L., Dumont M., et Roy E., « Le jeu des "bonnes pratiques" dans les opérations urbaines, entre normes et fabrique locale ». *Erès. Espaces et Sociétés*. 2007, 131, pp. 15-31.

Dobré M., *L'Écologie au quotidien. Éléments pour une théorie sociologique de la résistance ordinaire*, Paris, L'Harmattan, coll. « Sociologies et environnement », 2002.

- Dorso F., 2012.** Pour une sociologie de l'écart. Affiliation et différenciation dans les processus de socialisation. *Nouvelles perspectives en sciences sociales : revue internationale de systématique complexe et d'études relationnelles*, Vol. 8 (1), 2012, pp. 35-59.
- Dubuisson-Quellier S.,** Gouverner les conduites. Paris, Presses de Sciences Po, 2016.
- Erdi Lelandais G. et Florin B.,** Dossier « Marges urbaines et résistances citadines », *Cultures & Conflits*, n°101, 2016.
- Joseph I., 1997.** Prises, réserves, épreuves, *Communications*, 1997, pp. 131-142.
- Lascoumes P., 2014.** Les normes in Baussagnet L., et al., *Dictionnaire des politiques publiques*. Paris : Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P), 2014 (4ème éd.), pp. 391-397.
- Le Breton E.,** Bouger, pour s'en sortir. Mobilité quotidienne et intégration sociale, Paris, Armand Colin, 2005.
- Legros O. et Vitale T.,** Dossier « Les migrants roms dans les villes françaises et italiennes : mobilités, régulations et marginalités », *Géocarrefour*, n° 86, 2011.
- Rosa E.,** « Pratiques discrètes de résistance des migrants roms à Turin et à Marseille », *Cultures & Conflits*, n° 101, 2016, pp.19-34.